

N° 6737

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2014-2015

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

**portant modificatin du projet de règlement grand-ducal
du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée
luxembourgeoise à la mission EUTM Mali**

* * *

(Dépôt: le 3.11.2014)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (3.11.2014).....	2
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	3
4) Commentaire des articles	3
5) Fiche financière	4
6) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Ministre de la Défense	4

*

DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(3.11.2014)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre de la Défense, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Ce projet a pour objet la prolongation de la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali jusqu'au 18 mai 2016 au plus tard.

Je joins en annexe le texte du projet de règlement grand-ducal avec son commentaire des articles ainsi que la fiche financière et la fiche d'impact.

Monsieur le Ministre aimerait par ailleurs souligner l'importance d'un accomplissement rapide des procédures d'adoption du projet en question en raison du fait que le règlement actuel couvre la participation luxembourgeoise à la mission jusqu'au 1er janvier 2015 au plus tard.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*
Fernand ETGEN

*

EXPOSE DES MOTIFS

A la suite des troubles massifs et d'un coup d'état survenus en 2012 ayant donné lieu à une demande d'aide de la part des autorités maliennes, et conformément à la Résolution 2085 (2012) du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union européenne a lancé le 18 février 2013 la mission de formation des Forces armées maliennes EUTM Mali. Actuellement, 26 nations y contribuent. Les effectifs sont de l'ordre de 580 personnes dont une majeure partie est affectée au camp militaire de Koulikoro se situant à une soixantaine de km de la capitale malienne où l'état-major de la mission est implanté.

L'Union européenne a pour objectif global de soutenir les efforts des autorités maliennes pour:

- rétablir pleinement l'ordre constitutionnel et démocratique par la mise en oeuvre de la feuille de route adoptée le 29 janvier 2013 par l'Assemblée nationale;
- aider les autorités maliennes à exercer pleinement leur souveraineté sur l'intégralité du territoire;
- neutraliser la criminalité organisée et la menace terroriste.

L'objectif de la mission militaire consiste à appuyer la refondation des forces armées maliennes et de répondre à leurs besoins opérationnels par:

- une fonction d'expertise et de conseil, notamment dans les domaines du commandement opérationnel et organique, du soutien logistique, des ressources humaines, de la préparation opérationnelle et du renseignement.
- une fonction de formation des unités combattantes sur le camp d'entraînement de Koulikoro.

La formation des unités maliennes comprend notamment des modules portant sur le droit humanitaire international et les droits de l'homme, ainsi que sur la protection des populations civiles.

La mission ne participe pas à des opérations de combat.

Le mandat initial avait été fixé à 15 mois.

Le 15 avril 2014, le Conseil de l'Union européenne a décidé de prolonger la mission jusqu'au 18 mai 2016. Cette prorogation permettra de former quatre bataillons supplémentaires des forces armées maliennes. Le Conseil a également approuvé des activités supplémentaires qui seront confiées à la mission. Au cours du nouveau mandat, l'opération mettra en place deux unités mobiles de formation, qui assureront le suivi des militaires formés après leur déploiement sur le terrain, lors de leur

retour en garnison. En outre, des programmes de formation de formateurs permettront à l'action de la mission de s'inscrire dans la durée.

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet de prolonger la durée de la participation du Luxembourg à la mission jusqu'au 18 mai 2016 au plus tard.

L'article 1er du règlement grand-ducal du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali autorise la contribution du Luxembourg à la mission précitée jusqu'au 1er janvier 2015 au plus tard.

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 12 septembre 2014 et après consultation le 20 octobre 2014 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Défense et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. Le règlement grand-ducal du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM est modifié comme suit:

L'article 1er est remplacé comme suit:

Art. 1er. Le Luxembourg participera à la mission militaire de formation de l'Union européenne mise en place au Mali pendant la période du 1er janvier 2015 au 18 mai 2016 au plus tard.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires Etrangères et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Compte tenu de la décision du Conseil de l'Union européenne de prolonger la mission jusqu'au 18 mai 2016, le Gouvernement estime utile de prolonger la présence actuelle de militaires luxembourgeois. Le rétablissement de la sécurité et d'une paix durable au Mali constitue un enjeu majeur pour la stabilité de la région sahélienne et par-là pour l'Afrique et l'Europe. La seule modification envisagée vise donc à étendre la durée de la participation luxembourgeoise à la mission.

Les sous-officiers de l'Armée continueront à occuper des tâches d'instructeurs au sein du détachement de formation multinational au camp d'entraînement de Koulikoro. La présence simultanée de deux militaires luxembourgeois au Mali se limitera aux périodes de rotation qui seront effectuées en principe tous les cinq mois.

*

FICHE FINANCIERE

L'incidence financière du présent projet de règlement concerne le paiement de primes pour 1 sous-officier pour la période allant du 1er janvier 2015 au 18 mai 2016, et pour un deuxième sous-officier pendant les périodes de rotation. Le montant total est de 36.000 €, à imputer sur la ligne budgétaire 01.6.11.300 „Indemnités spéciales allouées aux membres de l'armée ou membres originaires au service de l'armée engagés dans des missions de crise et autres missions.“

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU MINISTRE DE LA DEFENSE**

(20.10.2014)

Monsieur le Ministre,

Conformément à la loi du 27 juillet 1992, le Gouvernement a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet de la prolongation de la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a approuvé cette initiative en date du 20 octobre 2014.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Mars DI BARTOLOMEO